

maintien de la paix des Nations unies. On sait que certains candidats ont des problèmes avec leur constitution. Alors il faudra qu'ils en tiennent compte. Enfin troisième remarque, on fait preuve de beaucoup d'imagination dans cette réforme. On dit : on va créer plusieurs catégories de membres permanents, certains avec droit de veto, d'autres sans droits de veto, on va créer des membres semi-permanents. Il y aura des membres régionaux... Alors je dis sur ce point que moins on modifiera la charte, mieux ça vaudra.

Ex-Yougoslavie - Bosnie

Q - (*Bosnie/Serbie, rôle de la communauté internationale*).

R - Ce n'est pas la première fois que des petits pays auront causé beaucoup d'ennuis à des plus grands. Je ne voudrais pas évoquer des souvenirs désagréables aussi bien pour vous que pour nous : le Vietnam par exemple... Tout ça pour dire que lorsque des peuples sont décidés à en découdre, c'est un peu facile de dire que la communauté internationale ne fait rien ou est impuissante. Que pourrait-on faire en Bosnie ou dans l'ex-Yougoslavie aujourd'hui, pour rétablir "l'ordre antérieur" ? Partir à la reconquête de la Bosnie ? Tous les experts militaires considèrent qu'il y faudrait 400.000 hommes au sol, car les troupes aériennes n'ont jamais permis de reconquérir un pays. Je voudrais rappeler que même pendant la guerre du Golfe, derrière les avions qui bombardaient, il y avait 450.000 hommes, pour la plupart américains, et quelques Français. Ils n'ont pas été inutiles. Je crois vraiment que ce sont de vrais soldats, excusez moi de faire ce petit accès de cocorico... Donc je ne crois pas que la solution militaire en Bosnie soit à notre portée. Je me doute d'où viennent les armes qui arment les Serbes. Je crois que la réponse à cette question est assez facile : elles viennent de l'ancienne Yougoslavie, de l'armée de l'ancienne Yougoslavie et des usines qui existent en Serbie. Permettez-moi de vous dire qu'on pourrait aussi se demander d'où viennent les armes dont disposent les autres belligérants. Parce que tout le monde a des armes en Yougoslavie, plus ou moins lourdes c'est vrai, mais tout le monde en a. Et on raconte beaucoup d'anecdotes sur le marché des armes sur notre continent qui est aujourd'hui extrêmement prospère. On peut, hélas, s'en procurer assez facilement. Donc je crois qu'il faut sortir de cette logique. Il faut sortir de la logique qui consiste à dire : comment va-t-on aider les différentes parties à se battre ? Il faut réfléchir à la manière dont on va les obliger à faire la paix. Voilà, je pense, ce qu'est la responsabilité des grandes puissances. Je n'y reviens pas, j'en ai parlé tout à l'heure dans mon propos. C'est ce que nous allons essayer de faire ensemble maintenant pour être plus efficaces.

Rwanda

Q - (*Bosnie/ Rwanda : deux poids, deux mesures ?*) - *Question de l'Ambassadeur du Sénégal.*

R - Je remercie, Monsieur l'Ambassadeur de me parler du Rwanda. Ce qui se passe en Bosnie est tragique, ce qui se passe au Rwanda est épouvantable. On parle d'un million cinq cent mille réfugiés, et de di-

zaines de milliers, vraisemblablement cent mille, morts. Alors là encore, la communauté internationale se demande ce qu'elle doit faire. Je voudrais rappeler qu'il y a un an à peine, il y avait au Rwanda des troupes françaises. Nous avions 800 hommes environ qui s'interposaient entre les deux factions. Il y a eu un accord de paix conclu à Arusha en Tanzanie qui a prévu le déploiement d'une force des Nations unies. Quand la force des Nations unies est arrivée, les troupes françaises sont parties. Et ça a marché, pendant plusieurs mois, la situation s'est stabilisée et un gouvernement de réconciliation nationale s'est mis en place. Je vous rappelle simplement cela pour dire que nous avons assumé nos responsabilités au Rwanda. Et puis il y a eu l'attentat contre l'avion qui transportait le Président rwandais et le Président burundais... et la guerre est revenue, brutalement. Nous avons évacué les ressortissants occidentaux, et c'est vrai qu'on nous reproche de ne pas avoir débarqué en force pour nous interposer entre les combattants. Je voudrais dire quelque chose qui va sans doute vous choquer profondément. Je ne crois pas que la communauté internationale puisse aller faire la police partout sur la planète, et envoyer, partout où les gens se battent, des forces d'interposition. Ce que nous avons choisi de faire au Rwanda, c'est de provoquer à nouveau un cessez-le-feu, un accord politique. Et nous y travaillons en ce moment avec les pays de la région, le Zaïre, l'Ouganda, la Tanzanie, le Burundi. Et la deuxième chose, c'est bien sûr mobiliser l'action humanitaire. Un pont aérien a été mis en place, des quantités considérables de nourriture et de médicaments ont été envoyées au Burundi et sur les frontières du Rwanda. Et la France soutient la dernière initiative du Secrétaire général des Nations unies qui propose d'envoyer 5.000 casques bleus pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire. Voilà ce qui a été fait, c'est sans doute insuffisant et trop tardif, et il est temps pour la communauté internationale de se ressaisir, vous avez raison de le dire.

Ex-Yougoslavie - Bosnie

Q - *(Demandes de précision sur la menace d'un retrait des casques bleus français de Bosnie).*

R - Je voudrais d'abord rappeler que la France a dans l'ex-Yougoslavie, depuis maintenant presque deux ans, plus de 6.000 hommes. A certaines périodes, nous en avons même eu pratiquement 9.000, au sol, pour l'essentiel, et puis quelques-uns dans les avions et d'autres sur les bateaux dans l'Adriatique. C'est un effort considérable : un effort financier, ça coûte très cher, et les Nations unies ne remboursent pas tout, loin de là ; et puis, beaucoup plus important que l'argent, c'est un effort humain, avec des risques considérables pour les soldats puisque nous avons perdu en Yougoslavie plus d'hommes que pendant toute la guerre du Golfe. Voilà pourquoi, de temps en temps, l'opinion publique française nous demande : mais que font nos soldats là-bas ? Je crois que leur présence a été très utile. Et si aujourd'hui la situation est à peu près calme en Bosnie, si à Sarajevo, grâce à l'ultimatum qui a été vraiment obtenu, grâce à la coopération entre la France et les Etats-Unis, la vie est redevenue à peu près normale,